

La certification de la durabilité est-elle efficace ? Analyse de la « Table ronde sur les biocarburants durables¹ »

Annie Shattuck²

La « Table ronde sur les biocarburants durables » (RSB) est la seule initiative globale visant à mettre en place un système de certification des agrocarburants garantissant leur durabilité sociale et environnementale. La démarche s'inspire de systèmes adoptés dans d'autres secteurs : bois, soja, huile de palme. Au mieux ambiguës, ces expériences contribuent à « verdir » l'image des industries concernées, davantage qu'à réformer leurs pratiques.

Trois ans après le début du boom des agrocarburants, nul ne peut nier les conséquences négatives de cette industrie. Les agrocarburants ont récemment été accusés d'être responsables de l'instabilité du prix des denrées alimentaires, de la déforestation, d'un bilan énergétique médiocre, de l'accaparement et la concentration des terres, de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, du bouleversement des communautés rurales, de piètres conditions de travail, ainsi que d'un grand nombre de dégâts sociaux et environnementaux.

1. Article paru dans *Agrofuels in the Americas* (Richard Jonasse, dir.), Food First Books, 2009, sous le titre : « Will Sustainability Certifications Work ? A look at the Roundtable on Sustainable Biofuels. »

2. Biologiste et diplômée en études environnementales, analyste politique à l'Institute for Food and Development Policy / Food First, coauteure de *Food Rebellions! Crisis and the Hunger for Justice* (avec Raj Patel & Eric Holt-Giménez).

L'Union européenne, des organisations environnementales étatsuniennes importantes et l'État de Californie ont appelé à une régulation en faveur d'agrocarburants « durables ». Certaines organisations réclament un moratoire sur les agrocarburants, la suppression des mélanges obligatoires et des aides publiques. D'autres ONG et groupes industriels demandent quant à eux que soit maintenu le soutien aux agrocarburants « intelligents » (« *smart* » *biofuels*). Parmi les principales initiatives en matière de régulation des agrocarburants « durables » ou « intelligents », citons les critères de durabilité de la Commission européenne, le « Low Carbon Fuel Standard » de l'État de Californie et la « Table ronde sur les biocarburants durables » (RSB pour « *Roundtable on Sustainable Biofuels* »), une série de critères volontaires mis au point par un groupe composé d'acteurs industriels majeurs des filières agrocarburants et d'ONG proches des milieux d'affaires.

La « Table ronde sur les biocarburants durables » est la seule initiative visant à réguler les agrocarburants qui soit globale. Il s'agit d'un partenariat entre le World Wildlife Fund (WWF), British Petroleum (BP), Shell Oil, l'industrie de la canne à sucre du Brésil (Unica), la Fédération des entreprises pétrolières suisses, Petrobras (l'entreprise publique pétrolière et d'éthanol brésilienne) et Bunge (un des principaux négociants en céréales à l'échelle mondiale), entre autres. En 2008, des réunions de la RSB ont eu lieu aux quatre coins du monde en vue de procéder à des consultations portant sur la « version zéro » de son standard pour des agrocarburants durables. Le groupe de la Table ronde, à la fois mondial et multipartite (*multi-stakeholder*), a dialogué avec la société civile et les industriels sur presque tous les continents. Les critères ont été sélectionnés en vue de couvrir des aspects aussi divers que les droits fonciers, la sécurité alimentaire, les aires de conservation, les conditions de travail et les services écosystémiques.

La RSB espère de cette manière mettre sur pied un système de certification volontaire « par tiers », semblable aux labels « Fair trade » pour le café ou « Forest Stewardship Council » (FSC) pour le bois. Le label RSB garantirait donc en théorie que les consommateurs achètent un carburant entièrement durable (et équitable). De grandes ONG, dont la Union for the Conservation of Nature, le Natural Resources Defense Council et le WWF, se sont fortement impliquées dans la Table ronde.

La RSB a bénéficié de la bonne volonté et des apports d'experts réellement préoccupés par les effets destructeurs des agrocarburants. De prime abord, les critères proposés dans la « version zéro » paraissent exhaustifs. Mais peuvent-ils vraiment être efficaces ? La manière dont certains éléments clés du standard seront définis et la façon dont le service sera fourni demeurent floues. Les expériences des systèmes de certification fonctionnant depuis plusieurs années permettent de se faire une idée des résultats futurs de la RSB. Ce genre d'initiative peut effectivement permettre de limiter certains parmi les pires abus de cette industrie. Mais si ces progrès relatifs servent ensuite de couverture en vue de convaincre le public que les agrocarburants constituent une source d'énergie efficace et socialement équitable, ce sera au détriment d'une véritable solution aux crises alimentaire et énergétique.

Expériences du passé : soja « responsable », huile de palme « durable », bois « certifié »

« En Argentine, des forêts brûlent à cause des éleveurs de bétail obligés de trouver de nouveaux pâturages pour laisser la place aux cultures de soja génétiquement modifié. Tandis que la Table ronde [pour un soja responsable] se réunit à Buenos Aires pour redéfinir ce que signifie "responsable", les méthodes intensives sur lesquelles elle repose dégradent les sols, polluent les eaux souterraines et détruisent la vie sauvage », Stella Semino, Grupo de Reflexion Rural (ASEED Europe, 2008).

« Le boom de la production de soja au Paraguay a des effets désastreux. Les petits propriétaires terriens sont forcés de vendre leur ferme aux grands producteurs car ils ne peuvent rivaliser sur ce marché industriel agressif. Des communautés rurales qui auparavant produisaient leur alimentation se sont vues expulsées de leurs terres vers les villes, où elles luttent pour trouver du travail et vivent dans la pauvreté », Javiera Rulli, centre de recherche Baseis, Paraguay (ibid., 2008).

L'initiative de la RSB n'est pas nouvelle. Le WWF sponsorise des tables rondes industrielles depuis 2004. La Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO pour Roundtable on Sustainable Palm Oil) et la Table ronde sur le soja responsable (RTRS pour Roundtable on Responsible Soja), respectivement lancées en 2004 et 2006, ont suivi le même processus de consultations multipartites, de rencontres, de développement de critères, etc. Les critères de la

« version zéro » se basent également sur la très connue (bien que controversée) certification « FSC ».

Créé en 1994, le FSC certifie les produits forestiers sur base d'un cahier des charges composé de critères sociaux et environnementaux. Ces derniers, mis au point après trois ans de consultation avec l'industrie, la société civile, les consommateurs et les groupes de producteurs, garantissent à l'utilisateur final que le bois en question a été produit de manière durable. Depuis la création du FSC, la demande en bois durable a augmenté de façon exponentielle. Le succès commercial du label a d'ailleurs entraîné une floraison de systèmes d'« autocertification » industrielle. Le FSC reste cependant le seul programme de certification bénéficiant d'une grande reconnaissance parmi le grand public et les organisations environnementales. Il s'est développé si rapidement que rares sont aujourd'hui les produits de la filière bois ne provenant pas d'une forêt ou d'une plantation « durable ».

Le label FSC n'échappe cependant pas aux critiques. Le groupe a été sérieusement mis en cause dans son activité de certification des plantations de monocultures, qui autorise des coupes à blanc limitées et présente une performance douteuse sur le plan social. Des cas de négligence de la part des agences de certification ont suscité l'indignation d'associations au Brésil et en Afrique du Sud (Timberwatch, 2008 ; WRM, 2008). Par exemple, une compagnie ayant planté illégalement 96 000 hectares d'eucalyptus s'est vue décerner le certificat FSC par l'agence chargée de la contrôler. Le gouvernement brésilien a finalement exigé que la compagnie arrache les arbres, replante la végétation d'origine et paie une amende de plus de 12 millions de dollars (*ibid.*, 2008). Ce cas ainsi que bien d'autres ont amené des membres du label à demander une réforme du dispositif lors de la réunion plénière de 2008. Face à ces défaillances, certaines organisations ont complètement retiré leur appui au FSC tandis que d'autres continuent d'y adhérer, évoquant les succès passés et la demande soutenue en bois durable.

Si l'application du label FSC pose des questions, les tables rondes industrielles sponsorisées par WWF sont l'objet de mises en cause autrement plus radicales. Les deux initiatives majeures – la RSPO (huile de palme) et la RTRS (soja) – sont combattues par les mouvements sociaux, les associations paysannes et une grande partie de la société civile. Peu d'organisations de producteurs locaux participent à ces tables rondes : la RTRS est dominée par les

intérêts des multinationales et des grands propriétaires, à l'image du tristement célèbre « magnat du soja » brésilien, Blairo Maggi, à qui la Banque mondiale a accordé un prêt alors qu'il est accusé d'abus graves en matière de droits des travailleurs, en ce compris des cas de travail esclave, et de destruction de la forêt tropicale (Bretton Woods Project, 2009). Bien que la RSPO existe depuis plusieurs années, le développement de l'huile de palme reste une source importante d'émissions de gaz à effet de serre (qui place l'Indonésie à la troisième place des pollueurs climatiques) et l'expansion des cultures de soja dans la région amazonienne n'est toujours pas sous contrôle.

La RSPO, première table ronde industrielle du WWF, est donc opérationnelle depuis 2004. Quelques-uns des acteurs les plus importants de l'industrie de la palme s'y sont impliqués dès le début. Des groupes tels que Schweppes, Rabobank, et Wilmar International, filiale appartenant en partie à Unilever (dont le directeur du département « Agriculture durable » est président de la RSPO), se sont engagés à respecter le cahier des charges – qui comprend le respect des droits fonciers, des conditions de travail équitables et la fin de la déforestation. La RSPO inclut par ailleurs un groupe de travail « petits propriétaires », qui vise à aider ces derniers à participer au marché certifié, ainsi que deux ONG locales censées représenter la voix des petits paysans et des indigènes à la Table ronde.

La RSPO n'a jusqu'à présent pas réussi à réduire les conflits fonciers ou la déforestation de manière significative. D'après un rapport de Friends of the Earth International publié en 2008, quelque 400 000 hectares de forêt permanente (Permanent Forest Estates) ont été convertis en plantations dans l'État malaisien de Sarawak (2008). Rien qu'en 2006, le développement de l'huile de palme en Indonésie a été la source de 350 conflits agraires (Serikat Petani Indonesia, 2007). Alors que certains groupes de la société civile interpellent les entreprises de la RSPO afin qu'elles tiennent leurs promesses de durabilité, d'autres qualifient leurs efforts de greenwashing (« verdissage », ou « blanchiment écologique ») et affirment que la « RSPO a été créée pour légitimer l'expansion continue de l'industrie de l'huile de palme » (WRM, 2008).

En août 2008, l'entreprise United Plantations a été la première à se voir octroyer le certificat RSPO. Ce dernier stipule notamment qu'une compagnie de plantation ne peut se faire certifier que si toutes ses propriétés remplissent un cahier des charges minimal

(certification « partielle »), qui comprend l'absence de conflits fonciers, la médiation des litiges avec les travailleurs ou le remplacement des forêts primaires, et que cette compagnie dispose d'un plan pour que toutes ses plantations atteignent ce seuil. D'après Greenpeace, la compagnie malaisienne a été certifiée, alors que ses plantations indonésiennes ne remplissent pas les critères minimaux de la RSPO pour une certification partielle.

Quatre membres d'une communauté ont été incarcérés pour avoir protesté contre le débordement des palmiers à huile sur leurs terres dans le village indonésien de Rutu. Un d'entre eux était toujours en prison lorsque United Plantations a converti son exploitation en palmiers à huile (Greenpeace Netherlands, 2008). Qui plus est, ces exploitations indonésiennes ont été implantées dans des « zones à haute valeur de conservation », sur des tourbières drainées et des forêts récemment déboisées, ce qui a amené Greenpeace à qualifier d'« échec » ce premier test de la RSPO (*ibid.*, 2008). La RSPO a répondu : « nous ferons tout ce qui est possible pour améliorer ce qui n'est pas conforme aux critères [...] comme pour tout projet qui n'en est qu'à ses débuts, la RSPO évoluera et se renforcera au fil du temps » (Unilever, 2008).

La RTRS a été lancée en 2006 selon un modèle proche de la RSPO. Elle devrait être opérationnelle fin 2010-début 2011. À l'origine, le groupe s'appelait « Table ronde pour un soja durable », mais il a fallu trouver une autre appellation suite à une couverture médiatique embarrassante dénonçant l'absurdité consistant à qualifier d'immenses monocultures de soja génétiquement modifié de « durables ». La Table ronde sur le soja responsable suscite plus de critiques encore que la RSPO.

En avril 2008, une délégation de leaders paysans du Paraguay a effectué un voyage de vingt heures en bus pour pouvoir s'adresser à la RTRS lors d'une de ses réunions à Buenos Aires. Les participants à cette rencontre avaient chacun payé 400 dollars US pour y prendre part, une somme qu'un membre de cette délégation paysanne a déclaré n'avoir jamais vue auparavant. Les militants paraguayens ont été évacués de cette « discussion multipartite et ouverte » par la police, ce qui ne les a toutefois pas empêchés de lire une déclaration signée par plus de 200 ONG et organisations paysannes (Samulan, 2008). Celle-ci ne laisse aucun doute quant à la position des mouvements sociaux sur la certification des monocultures de soja :

« L'agrobusiness est responsable de la destruction de nos sols, de la déforestation, de la contamination des rivières et des aquifères, de la perte de la biodiversité et du pillage de l'héritage culturel et naturel qui faisait vivre autrefois nos communautés. L'expansion des monocultures de soja menace la souveraineté territoriale, culturelle et alimentaire des pays ainsi que les droits des indigènes et des communautés rurales. La culture intensive de soja exclut, appauvrit et affaiblit la population. Ce modèle agricole industriel viole les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Les méthodes destructrices de ce modèle en pleine expansion détruisent tout sur leur passage, avec pour conséquences la migration rurale, la marginalisation des populations paysannes et enfin la criminalisation des pauvres et des mouvements sociaux. [...] »

L'agriculture industrielle s'étend toujours plus et nombre de gouvernements européens répondent aux critiques et protestations sur la situation actuelle dans nos pays en s'en remettant aux tables rondes du WWF pour un commerce équitable. Nous sommes consternés que ces gouvernements s'y réfèrent comme s'il s'agissait d'exemples de réussite, en particulier pour la création de nouveaux critères légaux pour la production durable d'agrocarburants. Les gouvernements européens tombent dans le piège du « greenwashing » des entreprises.

Les mouvements sociaux du Nord et du Sud rejettent catégoriquement toute tentative de la part des entreprises et ONG de mobiliser l'opinion publique afin de soutenir leur concept de monocultures de soja OGM durable ou responsable. Nous désapprouvons les projets de responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui, par le biais de discussions en table ronde et de mesures volontaires, tentent de couvrir les crimes perpétrés par les entreprises. Celles-ci s'efforcent, au moyen de la RSE, de s'approprier le rôle de l'État en créant une forme de politique sociale privée.

Nous nous opposons au modèle de l'agrobusiness de type néo-colonial et à la façon dont les multinationales déforment et faussent la plupart des discours et déclarations de notre mouvement social. Nous dénonçons le marketing vert du créneau de la certification. »

Les critères de la RSB

1. La production de biocarburants doit suivre toutes les lois en vigueur dans le pays et s'efforcer de respecter tous les traités

internationaux concernant la production de biocarburants signés par le pays concerné.

2. Les projets de biocarburants doivent être conçus et mis en œuvre via des processus appropriés, exhaustifs, transparents, consultatifs et participatifs impliquant tous les acteurs concernés.

3. Les biocarburants doivent contribuer au ralentissement du réchauffement climatique en réduisant de manière significative les émissions de gaz à effet de serre en comparaison avec les énergies fossiles.

4. La production de biocarburants ne doit pas violer les droits de l'homme ni les droits du travail et doit assurer un travail décent ainsi que le bien-être des travailleurs.

5. La production de biocarburants doit contribuer au développement social et économique des populations et communautés indigènes, locales et rurales.

6. La production de biocarburants ne doit pas porter atteinte à la sécurité alimentaire.

7. La production de biocarburants doit éviter tout effet néfaste sur la biodiversité, les écosystèmes et les zones à haute valeur de conservation.

8. La production de biocarburants doit promouvoir des pratiques qui visent à améliorer la qualité des sols et à réduire au maximum leur dégradation.

9. La production de biocarburants doit optimiser l'usage des ressources en eaux souterraines et de surface.

10. La pollution de l'air issue de la production et du traitement des biocarburants doit être réduite tout au long de la chaîne logistique.

11. Les biocarburants doivent être produits de la manière la plus rentable possible. L'utilisation des technologies doit permettre d'améliorer l'efficacité de la production ainsi que la performance sociale et énergétique à toutes les étapes de la chaîne logistique.

12. La production de biocarburants ne violera pas les droits fonciers.

Les critères de la RSB sont largement inspirés des cahiers des charges de la RSPO et du FSC entre autres (RSB, 2008). Alors que le comité de direction d'origine était dominé par l'industrie, la RSB est en train d'adopter une nouvelle structure de gouvernance.

Onze chambres représenteront les différents groupes d'acteurs concernés par la problématique. Chaque chambre enverra deux représentants, un du Nord et un du Sud, au nouveau conseil des normes (*standards board*), qui est supposé prendre les décisions par consensus. Certains critères de la RSB, tels que le point 7 « *éviter tout effet néfaste sur la biodiversité, les écosystèmes et les zones à haute valeur de conservation* » et le point 1 « *la production doit suivre toutes les lois locales d'application* » sont facilement compréhensibles, relativement faciles à évaluer et d'une pertinence évidente. D'autres principes, bien que louables en tant que tels, seront bien plus difficiles à mesurer et à appliquer dans la pratique.

Bien que la RSB se base sur la certification FSC, ses clauses sociales paraissent plus faibles. Par exemple, l'article 3.1. de la certification FSC affirme que « *les populations indigènes doivent contrôler la gestion des forêts sur leurs terres et territoires à moins qu'ils ne délèguent ce contrôle par un consentement libre, préalable et informé à d'autres agences* ». La version RSB de cette clause (article 2) indique quant à elle que « *la consultation des parties concernées doit faire preuve des plus grands efforts pour atteindre le consentement libre, préalable et informé* ». Cet article suppose cependant que le consentement en question peut être obtenu à partir d'un groupe sélectionné parmi les acteurs concernés (*hand-selected group of stakeholders*).

La certification FSC assure que les peuples indigènes recevront une compensation pour leur savoir traditionnel (3.4). Ce genre de disposition pour compenser les connaissances agricoles locales n'existe pas côté RSB. La FSC reconnaît les « régimes fonciers coutumiers » (2.2) et exclura un projet de la certification en cas de conflit foncier (2.3). Bien que la norme RSB dispose d'une clause concernant les droits fonciers qui intègre les droits coutumiers, elle n'exclut pas automatiquement un projet en cas de conflit, solution qu'elle ne préconise qu'en cas de « contestation légitime », une notion non définie.

Si tant est que les paramètres environnementaux sont comparables entre ces deux secteurs, la norme FSC apparaît également plus élaborée. Elle contient notamment une clause pour le contrôle de l'utilisation des espèces exotiques. La RSB n'aborde pas cet aspect, bien que plusieurs parmi les cultures d'agrocarburants de deuxième génération, tels que l'eucalyptus ou le miscanthus, soient invasives (Rosenthal, 2008). Sur papier, la FSC promet aussi la

diversité génétique des forêts, là où la norme RSB ne stipule rien. Celle-ci autorise par contre les OGM, ce qui signifie que de vastes monocultures OGM pourront très bien être reconnues comme « durables ».

Certains des critères de la RSB « version zéro » semblent difficiles, voire impossibles à atteindre. Le point 9b, par exemple : « *La production de biocarburants ne doit pas épuiser les ressources en eaux souterraines et de surface* » ignore que d'importantes quantités d'eau sont nécessaires pour la culture et le traitement des agrocarburants. Pour l'éthanol à base de maïs, les chiffres atteignent 780 gallons d'eau par gallon de combustible (National Research Council, 2008). Les régions de production d'agrocarburants, comme le Midwest étasunien, ont déjà épuisé les nappes aquifères au-delà de ce qu'autorise la vitesse naturelle de renouvellement pour des dizaines d'années (*ibid.*). D'autres critères demeurent également flous et difficiles à évaluer, tels que celui édictant que « *les biocarburants doivent maintenir la qualité optimale du sol* » sans définir comment la RSB mesurera cette qualité des sols (qu'il s'agisse de la teneur en carbone, de la quantité de couches arables, des biotes³, des résidus chimiques, de la rotation des cultures, des niveaux d'érosion, etc.).

La quadrature du cercle

Si la norme RSB pose problème à divers niveaux, la quadrature du cercle réside dans la manière dont ces critères traitent la question des effets « transmis par le marché », ou effets indirects, de l'industrie des agrocarburants. Car ce sont les pressions sur le marché qui engendrent les impacts les plus destructeurs de cette culture : conversion des terres et émissions de gaz à effet de serre conséquentes, inflation et instabilité des prix alimentaires, concentration des terres, menace sur l'emploi rural et la souveraineté alimentaire.

En février 2008, une étude scientifique de Timothy Searchinger, de l'université de Princeton, a démontré que si l'on prend en compte les émissions de gaz à effet de serre provoquées par le changement d'affectation des sols indirect (CASI, ou ILUC en anglais), l'éthanol s'avère en réalité plus néfaste pour l'environnement que

3. Désigne l'ensemble des plantes, micro-organismes et animaux que l'on trouve dans un biotope (région ou secteur donné).

l'essence (Searchinger *et al.*, 2008). Au même moment, un rapport de la Banque mondiale ayant fait l'objet d'une fuite affirmait que 75% de l'inflation des prix alimentaires provenait de la demande émergente en agrocarburants (Banque mondiale, 2008). D'autres rapports réévaluent cette responsabilité à la baisse, mais la majorité des spécialistes signalent que le fait de relier les marchés alimentaire et énergétique a introduit un nouveau degré d'instabilité et de spéculation sur des marchés déjà peu stables précédemment (Holt-Gimenez & Patel, 2009).

Il est extrêmement difficile pour un producteur ou un importateur donné de maîtriser de tels effets indirects. Certains de ces impacts transmis par le marché peuvent cependant être traités à l'aide d'une norme globale. Parce que les agrocarburants augmentent la demande en superficie agricole, l'empreinte carbone d'un agrocarburant sera totalement différente suivant l'endroit où il est cultivé et le déplacement des cultures ou végétations que cela entraîne. Si un paysan du Midwest américain passe de la culture alternée de maïs et de soja à une culture de maïs uniquement, provoquant au Brésil une extension des terres destinées aux plantations de soja (qui déplace à son tour les éleveurs de bétail vers l'Amazonie), les effets climatiques pourraient se révéler pires que ceux des énergies fossiles. Il n'est pas possible de demander au producteur d'origine de ce maïs de justifier ces émissions indirectes, mais il est possible, pour des considérations politiques, de calculer une moyenne des émissions liées au changement d'affectation des sols.

L'État de Californie est en train de rédiger des règles pour sa nouvelle « Norme de carburant à faible teneur en carbone. » Celle-ci prend en compte les gaz à effet de serre émis tout au long du cycle de vie (« du champ au réservoir »). Après des mois de controverse, l'Air Resources Board de Californie a décidé d'inclure les émissions indirectes liées au changement d'affectation des sols indirect (CASI) dans son évaluation du cycle de vie des énergies alternatives. L'agence travaille à l'élaboration d'une proposition de valeurs d'émission par défaut pour le calcul net. L'Energy and Security Act de 2007 (le projet de loi sur l'énergie qui inclut les obligations de carburant renouvelable) avait demandé qu'une étude sur l'impact indirect des agrocarburants sur l'affectation des sols soit effectuée dans les dix-huit mois. Faute de financement, cette étude n'a pas été réalisée. Plusieurs organisations environnementales ont cependant demandé à la Californie d'adopter une approche prudente en

ce qui concerne le CASI. Elles avancent notamment de nouvelles preuves issues d'une étude de la Cornell University qui attestent que le CASI rend le bilan carbone des agrocarburants moins intéressant que celui des carburants fossiles (Howarth *et al.*, 2009).

La RSB n'inclut par contre pas le calcul du CASI. Il est donc certain que l'évaluation carbone menée dans le cadre de la certification sous-estimera largement les conséquences climatiques des agrocarburants. Il est vrai que ce n'est pas de la seule responsabilité de la Table ronde. La controverse autour des calculs de l'État de Californie montre à quel point les standards sont généralement peu outillés pour traiter les effets à l'échelle macro. Aucun système de certification n'est donc vraiment capable de fournir un calcul précis des émissions totales de gaz à effet de serre des agrocarburants.

Effets sociaux indirects : « le soja tue ! »

Le débat « *food vs fuel* » (alimentation versus carburant), qui a fait la une des journaux en 2008, donne une vision trop simpliste des conséquences des agrocarburants sur la sécurité alimentaire. Au-delà des effets directs sur les prix des aliments, les effets globaux de l'industrie des agrocarburants portent sur l'instabilité des prix, la concentration des terres, l'emploi rural, l'industrialisation, les fusions d'entreprises et la répartition des revenus, qui ont tous des effets sur le prix de l'alimentation et la sécurité alimentaire.

Au lieu d'essayer de prendre cette complexité en compte, la RSB traite les questions de sécurité alimentaire à travers l'augmentation des rendements, la mise en valeur des « terres marginales » et l'utilisation des produits résiduels. Toutefois, comme l'a fait remarquer le prix Nobel d'économie Amartya Sen, la faim est un problème de pauvreté et non de pénurie. Augmenter les rendements des produits de base ne suffira pas à éradiquer la faim si l'on n'aborde pas les inégalités structurelles qui plongent près d'un milliard de personnes dans la pauvreté, les empêchant d'acheter une nourriture produite en abondance. Comme le souligne l'auteur Wendel Berry, « *il n'y a pas de déchet en agriculture* » (Berry, 2007). Des résidus comme les cannes de maïs sont essentiels pour préserver la qualité des sols et prévenir l'érosion. De même, le mythe des « terres marginales » contourne les problèmes structurels. Jonathan Davies, de la World Initiative for Sustainable Pastoralism, le résume en quelques mots dans un rapport récent : « *Ces terres marginales n'existent pas à grande échelle comme beaucoup de gens le pensent ; la plupart de*

ces territoires sont en effet activement occupés par des pasteurs, des chasseurs, des cueilleurs et parfois des paysans des zones arides» (Gaia Foundation, 2008).

On ne peut demander à la RSB de résoudre les déséquilibres du système alimentaire. Elle devrait cependant permettre d'éviter que l'industrie des agrocarburants n'aggrave certaines des inégalités structurelles à l'origine de la famine, en particulier la concentration foncière, le contrôle monopolistique des ressources génétiques et les monocultures. Pour appréhender correctement les questions de sécurité alimentaire et le développement rural, il importe de savoir qui détient les moyens de production (et ne pas s'interroger uniquement sur les droits syndicaux des travailleurs), il importe de savoir si les matières premières proviennent de monocultures d'OGM, si les plantations industrielles empiètent sur les propriétés familiales, si l'exportation d'agrocarburants concentre de plus en plus de terres dans les mains de quelques-uns.

La RSB n'aborde pas la question de la propriété – elle reconnaît même que la plupart de ses critères sont difficiles à suivre pour les petits propriétaires. Idem pour la distribution des revenus : elle affirme juste que les lois imposant un salaire minimum doivent être respectées (aucune référence au salaire décent, à l'accès aux soins de santé, etc.). Alors que les agrocarburants sont supposés amener le développement rural, on assiste à tout le contraire. Si les plantations d'agrocarburants poussent les propriétés familiales à se déplacer, comme c'est le cas un peu partout dans le monde, des emplois dans l'économie rurale se perdent. Et ceux qui les remplacent ne sont pas des plus enviables. La coupe de la canne à sucre au Brésil, par exemple, est un des secteurs les plus épuisants, dangereux et exposés aux abus qui soit dans ce pays. Pour les coupeurs de canne, les agrocarburants industriels ne sont pas synonymes de sortie de la pauvreté.

La RSB ne peut aborder les causes structurelles du manque de sécurité alimentaire, car des systèmes alimentaires et énergétiques locaux contrôlés démocratiquement ne sont pas compatibles avec le maintien du pouvoir de marché que détiennent les multinationales de l'agrobusiness, dont plusieurs représentants sont assis à la table ronde, sur la production et la distribution d'aliments et d'énergie. En d'autres mots, le marché mondialisé des agrocarburants industriels dominé par les multinationales ne sera jamais « durable » pour les petits producteurs.

Un modèle pour le futur...

Si la certification RSB peut potentiellement limiter certaines des pires pratiques de l'industrie des agrocarburants, elle ne peut réformer le modèle dans sa globalité. La production industrielle d'agrocarburants alimente le modèle du commerce mondial des « commodities », la concentration des terres et les monocultures causant des dégâts environnementaux et autres injustices. Les agrocarburants industriels ne peuvent donc être durables. En se concentrant sur les effets que l'industrie accepte de soumettre à la certification, la RSB court le risque de légitimer un modèle destructeur.

Les certifications sont sujettes à controverse. Ni la FSC ni les tables rondes du WWF n'échappent aux critiques. Malgré la volonté de toucher les petits propriétaires, peu d'organisations paysannes participent à la RSB. À la Conférence internationale de 2008 sur les agrocarburants, les mouvements paysans ont déclaré : « *Les propositions pour une certification sociale et environnementale des agrocarburants, au vu des différentes expériences [telles que la FSC, la RSPO, la RTRS], dissimulent davantage qu'elles ne réduisent les impacts, jouant essentiellement un rôle d'instrument de légitimation du marché international des agrocarburants* » (Holland, 2008).

Tenter d'enrayer les pires abus d'une industrie historiquement destructrice est un objectif noble. Mais le commerce global des agrocarburants n'a pas de précédent historique. Cette industrie est le seul résultat de politiques publiques. Et c'est là que des initiatives pour une régulation de la durabilité comme la RSB s'avèrent dangereuses, car elles essaient de discipliner une industrie qui n'existerait probablement pas sans financements publics. La seule nécessité de critères de durabilité signifie que les subventions publiques censées impulser les énergies renouvelables, réduire les émissions de gaz à effet de serre, stimuler l'économie rurale et réduire la dépendance envers les sources d'énergie extérieures, passent à côté de leurs objectifs.

Aux États-Unis, tout comme dans l'Union européenne, le marché des agrocarburants est une construction artificielle. Il a été créé par l'adoption de pourcentages obligatoires de mélange (10 % en 2020 dans l'UE) en vue de limiter la dépendance envers les sources d'énergie extérieures, revitaliser l'économie agricole et réduire les émissions de gaz à effet de serre. La poursuite de l'objectif des 10 % est soutenu par des subsides pour l'éthanol à concurrence

de 13 milliards de dollars par an, c'est-à-dire une moyenne de 0,36 dollar par litre d'éthanol (Steenblik, 2007).

75% des financements pour l'énergie renouvelable aux États-Unis sont consacrés aux agrocarburants. Seuls 25% des budgets sont alloués au solaire, aux micro-centrales hydrauliques, à la géothermie, à l'éolien, au réaménagement d'espaces verts et à l'amélioration de l'efficacité énergétique (Environmental Working Group, 2009). Une étude de Marc Jacobson de la Stanford University a comparé la performance environnementale de différentes technologies dans l'alimentation d'un véhicule et découvert que l'éthanol (y compris l'éthanol cellulosique) donnait les pires résultats, tandis que les hybrides électriques solaires ou éoliens s'avéraient être les plus performants (Jacobson, 2009). Ce genre d'études pose question. Pourquoi privilégier l'éthanol à tout prix ? Plutôt que de tenter de rendre les carburants des transports polluants à peine plus verts, pourquoi ne pas investir l'argent public dans les systèmes énergétiques et alimentaires vraiment durables ?

Au lieu de financer une industrie qui risque fort de ne pas rencontrer les objectifs des politiques sociale et environnementale, ces subventions pourraient servir à instaurer une souveraineté alimentaire et énergétique – une matrice de systèmes alimentaires et énergétiques contrôlés localement et adaptés à chaque région. Il n'y a pas de raison de mettre en danger la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes pour faire rouler des voitures dans le sud-ouest américain alors que ces véhicules pourraient être alimentés par le solaire. Plutôt que de financer les agrocarburants du Brésil, les mêmes budgets pourraient permettre de développer des fermes éoliennes dans le Texas, l'énergie marémotrice dans l'Oregon, des méga-projets d'énergie solaire en Californie.

Au lieu de promouvoir le commerce international des agrocarburants, pourquoi ne pas soutenir les coopératives paysannes et les petits producteurs d'agrocarburants – avec un plafonnement des aides au-delà d'un certain volume de production ? Cela permettrait aux agriculteurs du Midwest américain de produire l'énergie pour leur consommation locale et de lutter contre l'instabilité des prix. L'installation de sources d'énergie près des points de consommation, l'investissement dans les petites entreprises et les solutions énergétiques décentralisées, de même que la gestion de l'offre céréalière et la fourniture de services (encadrement technique et

crédit) aux agricultures familiales sont autant de moyens de stimuler l'économie rurale et de diminuer la dépendance énergétique.

L'examen des modèles existants (FSC, RSPO, RTRS) donne à penser que les initiatives visant à rendre les agrocarburants durables sont incapables d'empêcher les destructions provoquées par cette industrie. Si on prend la RSPO comme référence, il faudra encore attendre six ou sept ans de plus pour que les premières plantations « durables » soient disponibles. À ce moment, la plupart des dégâts auront déjà été causés. Dans le meilleur des cas, la RSB créera des îlots de durabilité au milieu d'un océan de destruction, la demande pour des combustibles durables augmentera, les consommateurs paieront cher et les critères serviront de levier pour accéder à un marché de niche lucratif. Dans le pire des scénarii, une participation marginale à la Table ronde suffira à endiguer la mauvaise réputation dont l'industrie des agrocarburants pâtit depuis le premier jour, sans véritable résultat concret sur le fond.

Quoi qu'il en soit, la RSB fournira un vernis de durabilité à une industrie qui en a désespérément besoin. Et c'est là que les critères de durabilité peuvent faire plus de tort que de bien, même si la RSB parvient à construire un marché de niche pour les agrocarburants certifiés. Si le temps et l'argent investis dans la participation à la RSB aident les entreprises à présenter les agrocarburants comme une solution énergétique renouvelable de long terme, l'investissement aura un return mille fois plus important en réductions d'impôts, aides et obligations de mélange. Malgré ses bonnes intentions, la RSB risque donc fort de servir de marketing bon marché à une industrie sale.

Traduction de l'anglais : Magali Urbain

Bibliographie

- ASEED Europe (2008), *Round Table set to certify damaging soy*, ASEED Europe.
- Banque mondiale (2008), *Rising Food Prices: Policy Options and World Bank Response*, Banque mondiale, Washington.
- Bretton Woods Project (2009), *IFC funds Amazon deforestation, undermines safeguard policies*, www.brettonwoodsproject.org/art-107739.
- Berry W. (2007), *Introduction. In The Soil and Health. A Study of Organic Agriculture*, The University Press of Kentucky.
- Coalition La soja mata (2009), *For a Third Time We Reject the Fallacy of Responsible Soy*, [/www.lasojamata.org/node/110/](http://www.lasojamata.org/node/110/).
- Environmental Working Group (2009), *Ethanol's Federal Subsidy Grab Leaves Little For Solar, Wind And Geothermal Energy*, Environmental Working Group.

- Friends of the Heart International (2008), *Malaysian palm oil – green gold or green wash?* <http://www.foei.org/en/publications/pdfs/malaysian-palm-oil-exec-sum>.
- Gaia Foundation (2008), *Agrofuels and the Myth of Marginal Lands. A briefing*, Gaia Foundation, Biofuelwatch, the African Biodiversity Network, Salva La Selva, Watch Indonesia et EcoNexus.
- Gaia Foundation (2008), *Agrofuels and the Myth of Marginal Lands. A briefing by The Gaia Foundation*, Biofuelwatch, the African Biodiversity Network, Salva La Selva, Watch Indonesia and EcoNexus.
- Greenpeace Netherlands (2008), *United Plantations certified despite gross violations of RSPO standards*, www.greenpeace.org.uk/files/pdfs/forests/UnitedPlantationsReport.pdf.
- Hammel D. (2009), Personal Communication, Oakland, California.
- Harki S. (2008), *Out of Control: High Conservation Value Forest Logging Under FSC Controlled Wood in Finland*, Greenpeace.
- Holland N. (2008), *Brazil's Agrofuel Push in São Paulo*, Corporate Europe Observatory.
- Holt-Gimenez E. & Patel R. (2009), *Food Rebellions! Crisis and the hunger for justice*, Oakland, Food First Books.
- Howarth R. W. et al. (2009), « Rapid assessment on biofuels and the environment: overview and key findings. Executive Summary » in R.W. Howarth & S. Bringezu, editors, *Biofuels: Environmental Consequences and Interactions with Changing Land Use*, Proceedings of the Scientific Committee on Problems of the Environment (SCOPE), International Biofuels Project Rapid Assessment, 22-25 September 2008, Germany.
- Jacobson M. Z. (2009), « Review of solutions to global warming, air pollution, and energy security », *Energy and Environmental Science* 2,148-173.
- National Research Council (2008), *Water Implications for Biofuels Production in the United States*, The National Academies Press.
- Rosenthal E. (2008), « New biofuel sources may not be food, but they could prove invasive », *International Herald Tribune*, mai 2008.
- RSB (2008), *Roundtable on Sustainable Biofuels Global Principles and Criteria for Sustainable Biofuels Production Version Zero*, Energy Center, École polytechnique fédérale de Lausanne.
- Samulan Andrea (2008), « Multi-Stakeholder » Process Misses the Mark (Police and barricades installed to prevent access), Rainforest Action Network.
- Searchinger T. et al. (2008), « Use of U.S. Croplands for Biofuels Increases Greenhouse Gases Through Emissions from Land-Use Change », *Science* 319 (867), 1238-1240.
- Serikat Petani Indonesia (2007), *It's cars versus humans*, Serikat Petani Indonesia, www.spi.or.id/en/?p=10.
- Steenblik R. (2007), *Biofuels. At what cost? Government support for ethanol and biodiesel in selected OECD countries*, Global Subsidies Initiative, International Institute for Sustainable Development.
- Timberwatch (2008), *Life as Commerce. Certification in South Africa*, Global Forest Coalition.
- Unilever (2008), *November 2008 : Unilever buys first batch of certified sustainable palm oil*, www.unilever.com/sustainability/news/november2008unileverbuysfirstbatchofcertifiedsustainablepalmoil.aspx.
- WRM (2008), « International Declaration Against the "Greenwashing" of Palm Oil by the Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) », www.wrm.org.uy/subjects/agrofuels/International_Declaration_RTSP0.pdf.

WRM (2008), *Brazil: Historic federal court decision sentences Veracel Celulose (Stora Enso-Aracruz) for environmental violations*, http://www.wrm.org.uy/bulletin/132/Brazil_2.html.